

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/30327]

20 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés aux articles 7 et 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif, articles 7 et 17;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 28 juin 2017;

Vu les propositions de la Commission de l'Enseignement supérieur inclusif des 11 avril 2016 et 27 mars 2017;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 mai 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juin 2017;

Vu le « test genre » du 29 mai 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n^o 62.158/2 du Conseil d'Etat, donné le 16 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur du 29 août 2017;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif;

2^o ARES : l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur visée à l'article 20 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

3^o Commission : la Commission de l'enseignement supérieur inclusif visée à l'article 23 du décret;

4^o les recours : les recours visés par l'article 7 ou par l'article 17 du décret;

5^o jour ouvrable : chaque jour de la semaine à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux.

Art. 2. La Commission est saisie par voie de requête. Les recours sont introduits par lettre recommandée, dans les 5 jours ouvrables qui suivent la notification de refus formulée par l'établissement d'enseignement supérieur suite à l'exercice de la voie de recours interne conformément aux articles 7 et 17 du décret.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} commence à courir lorsque la notification de la décision de l'établissement d'enseignement supérieur est effectuée par pli recommandé ou par pli simple, depuis le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli a été remis aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire.

Art. 3. Les recours sont introduits à l'attention du secrétariat de la Commission à l'adresse suivante : « ARES, Secrétariat de la CESI, Rue Royale, 180 (5^{ème} étage) à 1000 Bruxelles ».

Art. 4. La requête relative aux recours visés à l'article 7 du décret comprend les pièces suivantes :

1^o la requête introductive d'un recours dirigé contre une décision défavorable des autorités académiques relative à la demande de bénéficier des dispositions du décret ou relative à la mise en place d'aménagements raisonnables prévue à l'annexe I du présent arrêté dûment complétée et signée;

2^o une copie de la décision contestée de mise en place d'aménagements de cursus délivrée par les autorités académiques de l'institution accompagnée de toutes les pièces justifiant la décision prise;

3^o toute autre pièce que le requérant estime nécessaire à l'appui de son recours.

Art. 5. La requête relative au recours visé à l'article 17 du décret comprend les pièces suivantes :

1° la requête introductive d'un recours dirigé contre une décision de fin anticipée du plan d'accompagnement individuel prévue à l'annexe II du présent arrêté dûment complétée et signée;

2° une copie de la décision relative au refus des autorités académiques de mettre fin unilatéralement au plan d'accompagnement individualisé délivrée par les autorités académiques de l'institution accompagnée de toutes les pièces justifiant la décision prise;

3° toute autre pièce que le requérant estime nécessaire à l'appui de son recours.

Art. 6. La Commission peut demander au requérant ou à l'institution tout complément d'information, justificatif et/ou demande d'expertise complémentaire, nécessaires à l'analyse de la requête.

Art. 7. Le secrétariat de la Commission adresse un accusé de réception au requérant à l'adresse électronique mentionnée dans le dossier. A défaut d'adresse électronique, l'accusé de réception est envoyé à l'adresse postale communiquée par l'étudiant. Une copie du courrier est également transmise à l'institution.

Art. 8. La décision de la Commission peut faire l'objet d'une procédure électronique.

La Commission peut décider d'entendre une ou toutes les parties à la cause.

Art. 9. La Commission prend sa décision par consensus. A défaut, elle procède à un vote à main levée.

Les décisions peuvent être prises au scrutin secret à la demande d'au moins un membre ayant voix délibérative.

En cas de parité des voix, le vote est considéré comme favorable au requérant.

Les membres sont déchargés s'ils ont un intérêt personnel et fonctionnel à la contestation ou s'ils sont parents ou alliés du requérant jusqu'au 3^{ème} degré inclus.

Art. 10. Hormis pendant les périodes où les travaux de la Commission sont suspendus, celle-ci notifie sa décision dans les 15 jours ouvrables à compter de la réception du recours accompagné du dossier complet, conformément aux articles 7 et 17 du décret.

Un courrier reprenant la décision motivée est adressé au requérant à l'adresse électronique mentionnée dans son dossier. A défaut d'adresse électronique, la décision est envoyée à l'adresse postale communiquée par l'étudiant. Une copie du courrier est également transmise à l'institution.

Art. 11. La décision de la Commission prise dans le cadre des recours visés à l'article 7 et 17 du décret est contraignante pour l'institution concernée.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2017-2018.

Art. 13. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses compétences est chargé d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, 20 décembre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

**ANNEXE I A L'ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ
FRANÇAISE FIXANT LES MODALITÉS D'INTRODUCTION ET D'EXAMEN
DES RECOURS VISÉS AUX ARTICLES 7 ET 17 DU DÉCRET DU 30 JANVIER
2014 RELATIF À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR INCLUSIF**

**Requête introductive d'un recours dirigé contre
une décision défavorable des autorités académiques¹**

**relative à la demande de bénéficier des dispositions du décret
du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif
(article 6, alinéa 1^{er})**

**ou relative à la mise en place d'aménagements raisonnables
(article 6, alinéa 4)**

Renseignements administratifs

Nom :

Prénom :

Adresse postale complète :

Adresse email² :

Numéro de téléphone fixe :

Numéro de téléphone portable :

Historique des demandes relatives à l'enseignement supérieur inclusif

J'ai déjà été reconnu(e) étudiant(e) bénéficiaire précédemment : Oui – Non³

Par l'institution suivante, le cas échéant :

Dénomination de l'institution :

Site/campus/implantation :

Adresse :

Numéro de téléphone

Nom de la personne de contact :

¹ ATTENTION : le recours devant la Commission de l'Enseignement supérieur inclusif (CESI) ne peut être introduit QUE si l'étudiant a épuisé les voies de recours internes.

² A défaut d'adresse électronique mentionner IMPÉRATIVEMENT l'adresse postale

³ Biffer la mention inutile

Introduction du recours

Je suis inscrit(e) au programme de bachelier/master/doctorat⁴ de⁵ :

J'introduis un recours à l'encontre de la décision de :

Dénomination de l'institution :

Site/campus/implantation :

Adresse :

Numéro de téléphone

Nom de la personne de contact :

Date de la réponse de l'institution à la demande d'aménagements de cursus :

Décision institutionnelle contestée :

Motifs du recours⁶ :

⁴ Biffer les mentions inutiles

⁵ Exemple : bachelier en sciences biomédicales.

⁶ Le développement de ces motifs peuvent figurer dans un document annexé au présent formulaire

Je joins au présent recours les documents suivants :

- Une lettre de motivation ;
- Une copie de la demande de mise en place d'aménagements de cursus, accompagnée d'une copie de l'ensemble des pièces du dossier (contenant notamment soit la décision d'un organisme public chargé de l'intégration des personnes en situation de handicap, soit un rapport circonstancié au niveau de l'autonomie du demandeur au sein de l'établissement d'enseignement supérieur établi par un spécialiste dans le domaine médical ou par une équipe pluridisciplinaire datant de moins d'un an au moment de la demande) ;
- Une copie datée et signée de la décision contestée de mise en place d'aménagements de cursus délivrée par les autorités académiques de l'institution, accompagnée de toutes les pièces justifiant la décision prise ;
- Toute autre pièce jugée nécessaire.

Date et signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés aux articles 7 et 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif

Bruxelles, 20 décembre 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

**ANNEXE II L'ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ
FRANÇAISE FIXANT LES MODALITÉS D'INTRODUCTION ET D'EXAMEN
DES RECOURS VISÉS AUX ARTICLES 7 ET 17 DU DÉCRET DU 30 JANVIER
2014 RELATIF À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR INCLUSIF**

**Requête introductive d'un recours dirigé contre une décision de fin
anticipée du plan d'accompagnement individuel⁷**

Renseignements administratifs

Nom :

Prénom :

Adresse postale complète :

Adresse email ⁸:

Numéro de téléphone fixe :

Numéro de téléphone portable :

Introduction du recours

J'introduis un recours à l'encontre de la décision prise par les autorités
académiques :

Dénomination de l'institution / de
l'étudiant:

Adresse :

Numéro de téléphone

Nom de la personne de contact :

Date de la réponse des autorités académiques concernant la fin litigieuse du plan
d'accompagnement individualisé :

⁷ ATTENTION : le recours devant la Commission de l'Enseignement supérieur inclusif (CESI) ne peut être
introduit QUE si l'étudiant a épuisé les voies de recours internes.

⁸ A défaut d'adresse électronique mentionner IMPÉRATIVEMENT l'adresse postale

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés aux articles 7 et 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif

Bruxelles, 20 décembre 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/30327]

20 DECEMBER 2017. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor de indiening en het onderzoek van de beroepen bedoeld bij de artikelen 7 en 17 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs, de artikelen 7 en 17;

Gelet op het overleg met de studentenverenigingen op gemeenschapsniveau van 28 juni 2017;

Gelet op de voorstellen van de Commissie voor het inclusief hoger onderwijs van 11 april 2016 en 27 maart 2017;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 mei 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 juni 2017;

Gelet op de gendertest van 29 mei 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 62.158/2 van de Raad van State, gegeven op 16 oktober 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de ARES van 29 augustus 2017;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit decreet dient verstaan te worden:

1^o decreet: het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs;

2^o ARES: de *Academie de Recherche et d'Enseignement supérieur* bedoeld bij artikel 20 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

3^o Commissie: de Commissie voor het inclusief hoger onderwijs bedoeld bij artikel 23 van het decreet;

4^o de beroepen: de beroepen bedoeld bij artikel 7 of artikel 17 van het decreet;

5^o werkdag: elke dag van de week met uitzondering van de zaterdag, de zondag en de andere wettelijke feestdagen.

Art. 2. Een zaak wordt bij de Commissie per verzoekschrift aanhangig gemaakt. De beroepen worden bij aangetekend schrijven ingediend, binnen de vijf werkdagen na de kennisgeving van weigering geformuleerd door de inrichting voor hoger onderwijs als gevolg van het interne beroep overeenkomstig de artikelen 7 en 17 van het decreet.

De termijn bedoeld bij het eerste lid begint te lopen wanneer de kennisgeving van de beslissing van de inrichting voor hoger onderwijs bij aangetekend schrijven of bij eenvoudige brief geschiedt, vanaf de derde werkdag na deze waarop de brief aan de postdiensten toevertrouwd werd, behoudens als de bestemming bewijst dat die datum niet correct is.

Art. 3. De beroepen worden ingediend ter attentie van het secretariaat van de Commissie op volgend adres: "ARES, Secrétariat de la CESI, rue royale, 180 (5^{ème} étage) te 1000 Brussel".

Art. 4. Het verzoekschrift betreffende de beroepen bedoeld bij artikel 7 van het decreet omvat de volgende stukken:

1^o het verzoek waarbij beroep wordt ingesteld tegen een ongunstige beslissing van de academische overheid betreffende de aanvraag om de bepalingen van het decreet te genieten of betreffende het implementeren van redelijke aanpassingen bedoeld bij bijlage I bij dit besluit, degelijk ingevuld en getekend;

2^o een afschrift van de betwiste beslissing tot implementeren van cursusaanpassingen uitgereikt door de academische overheden van de instelling samen met alle stukken die de genomen beslissing verantwoorden;

3^o elk ander stuk dat de verzoeker nodig acht om zijn beroep te staven.

Art. 5. Het verzoek betreffende het beroep bedoeld bij artikel 17 van het decreet bevat de volgende documenten:

1° het verzoek waarbij beroep wordt ingesteld tegen een beslissing tot vroegtijdige beëindiging van het individueel begeleidingsplan bedoeld in bijlage II bij dit besluit, behoorlijk ingevuld en ondertekend;

2° een afschrift van de beslissing betreffende de weigering van de academische overheid om eenzijdig een einde te stellen aan het individueel begeleidingsplan uitgereikt door de academische overheid van de instelling samen met alle stukken die de genomen beslissing verantwoorden;

3° elke ander document dat door de verzoeker nodig wordt geacht om zijn beroep te staven.

Art. 6. De Commissie kan de verzoeker of de instellingen erom vragen elke aanvullende informatie, ter verantwoording, en/of elke aanvullende expertiseaanvraag te bezorgen, die nodig zijn voor het onderzoek van het verzoek.

Art. 7. Het secretariaat van de Commissie zendt een ontvangst van bericht aan de verzoeker op de elektronisch adres vermeld in het dossier. Bij gebrek aan elektronisch adres, wordt het bericht van ontvangst aan het postadres gezonden vermeld door de student. Er wordt tevens een afschrift van de post aan de instelling overgezonden.

Art. 8. De beslissing van de Commissie kan het voorwerp uitmaken van een elektronische procedure.

De Commissie kan beslissen één of alle partijen die bij de zaak betrokken zijn te horen.

Art. 9. De Commissie neemt haar beslissing per consensus. Bij gebreke daaraan, gebeurt er een stemming bij handopsteken.

De beslissingen kunnen bij geheime stemming worden getroffen op aanvraag van minimum één stemgerechtigd lid.

Bij staking van stemmen, wordt de stemming als gunstig voor de verzoeker geacht.

De leden worden ontlast als ze een persoonlijk of functioneel belang hebben bij de betwisting of als ze bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad zijn van de verzoeker.

Art. 10. Behoudens gedurende de periodes tijdens welke de Commissie haar werkzaamheden ophoudt, geeft ze bericht van haar beslissing binnen de vijftien werkdagen vanaf de ontvangst van het beroep samen met het volledig dossier, overeenkomstig de artikelen 7 en 17 van het decreet.

Er wordt een brief aan de verzoeker gestuurd naar het elektronisch adres vermeld in zijn dossier, ter kennisgeving van de beslissing en van de redenen die ze omkleden. Bij gebrek aan elektronisch adres, wordt het bericht van ontvangst aan het postadres vermeld door de student gezonden. Er wordt tevens een afschrift van de post aan de instelling overgezonden.

Art. 11. De beslissing van de Commissie genomen in het kader van de beroepen bedoeld bij de artikelen 7 en 17 van het decreet, is verbindend voor de betrokken instelling.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2017-2018.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 december 2017.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT